

Christine ROMANI
Commissaire aux Comptes
Inscrit près la cour d'appel d'Aix-en-Provence
Siren : 479 461 675
Code APE : 6920Z

94, Avenue du Prado
Le Murillo
13 008 Marseille

Tél : 06 12 77 49 43 / 04 91 55 53 85
E-mail : christine.romani@wanadoo.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Association Ex Nihilo

225, Avenue Ibrahim Ali
13015 Marseille

Siret : 393 916 473 00068 Code APE : 9001Z

Le Président, Eric Arnoux



La Trésorière,
Delphine Bonnefoi



1 – Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ex Nihilo relatif à l'exercice **clos le 31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport présentant un **déficit de 10 680 Euros**.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, **sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de mon rapport**, et je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne :

- La justification des subventions et l'utilisation des subventions,
- Le solde des subventions à recevoir à la clôture de l'exercice,
- L'appréciation du montant des fonds dédiés et des produits constatés d'avance,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérification et information spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. En application de la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 21 mai 2024.

6 – Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marseille, le 24 mai 2024

Christine ROMANI
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ch

BILAN ACTIF

| | Exercice clos le 31/12/2023 | | | Exercice clos le 31/12/22 |
|--|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|---------------------------|
| | Brut | Amortissement et dépréciation | Net au 31/12/23 | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ... | 359 | 150 | 210 | 282 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 66370 | 62605 | 3765 | 9276 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | 2600 | | 2600 | 2600 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 69329 | 62755 | 6574 | 12157 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 10923 | | 10923 | 10653 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 33800 | | 33800 | 14925 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 197357 | | 197357 | 245642 |
| Charges constatées d'avance | 152 | | 152 | 361 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 242232 | | 242232 | 271581 |
| FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III) | | | | |
| PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV) | | | | |
| ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V) | | | | |
| TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V) | 311561 | 62755 | 248806 | 283738 |

BILAN PASSIF

| | Exercice clos le 31/12/23 | Exercice clos le 31/12/22 |
|---|------------------------------|------------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 52876 | 52876 |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 178555 | 169308 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | (10680) | 9248 |
| SITUATION NETTE | 220751 | 231431 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | 220751 | 231431 |
| FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | 10000 |
| TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II) | | 10000 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS (III) | | |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 6598 | 12105 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 15786 | 15899 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 671 | 3413 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 5000 | 10890 |
| TOTAL DETTES (III) | 28055 | 42307 |
| ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V) | | |
| TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V) | 248806 | 283738 |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

| | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 | Variation | |
|---|-----------------|----------------|-----------------|--------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| Cotisations | 540 | 600 | | |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes de biens | | | | |
| dont ventes de dons en nature | | | | |
| Ventes de prestations de service | 100 900 | 149 376 | | |
| dont parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 181 461 | 174 831 | | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| Dons manuels | | | | |
| Mécénats | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| Contributions financières | | | | |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 1 804 | 452 | 1 352 | 299% |
| Utilisations des fonds dédiés | 10 000 | | | |
| Autres produits | 1 | 24 | (23) | -96% |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 294 706 | 325 283 | (30 577) | -9% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variation de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes | 94 216 | 90 022 | 4 194 | 5% |
| Aides financières | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 3 566 | 3 924 | (359) | -9% |
| Salaires et traitements | 145 370 | 152 553 | (7 182) | -5% |
| Charges sociales | 59 592 | 53 365 | 6 227 | 12% |
| Dotations aux amortissements | 5 583 | 5 949 | (366) | -6% |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Reports en fonds dédiés | | 10 000 | | |
| Autres charges | 1 | 1 | | |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 308 328 | 315 813 | (7 485) | -2% |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | (13 622) | 9 469 | (23 091) | -244% |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| De participation | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 030 | 90 | 940 | 1047% |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | 1 030 | 90 | 940 | 1047% |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI) | | | | |
| 2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | 1 030 | 90 | 940 | 1047% |
| 3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | (12 592) | 9 559 | (22 151) | -232% |

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

| | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 | Variation | |
|---|-----------------|----------------|-----------------|--------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| Sur opérations de gestion | 3 298 | | 3 298 | |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | | | |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 3 298 | | 3 298 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | |
| Sur opérations de gestion | 1 386 | 245 | 1 142 | 467% |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 1 386 | 245 | 1 142 | 467% |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 1 912 | (245) | 2 157 | 882% |
| PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII) | | | | |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII) | | 67 | (67) | -100% |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 299 035 | 325 373 | (26 338) | -8% |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII) | 309 715 | 316 125 | (6 410) | -2% |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | (10 680) | 9 248 | (19 927) | -215% |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Secours en nature | | | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Personnel bénévole | | | | |
| TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |

ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

| | |
|---|-------------|
| Construction | 20 à 30 ans |
| Agencement, aménagement, installation technique | 5 à 10 ans |
| Matériel et outillage industriel | 3 à 10 ans |
| Matériel de bureau et mobilier | 10 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Divers

Les honoraires du commissaire aux comptes pour sa mission 2023 s'élève à 1 666,67€ HT.

Les administrateurs sont tous bénévoles.

La rémunération des 3 plus hauts cadres s'élève à 0€ car il n'y a pas de salarié cadre embauché.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

| Variation des fonds propres | À l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | À la clôture |
|-------------------------------------|----------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 52 876 | | | | 52 876 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 169 308 | 9 248 | | | 178 555 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 9 248 | | | | (10 680) |
| SITUATION NETTE | 231 431 | | | | 220 751 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL FONDS PROPRES | 231 431 | | | | 220 751 |

VARIATION DES FONDS DEDIES

| Variation des fonds dédiés | À l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | À la clôture de l'exercice | |
|---|-----------------------------|---------|----------------|--------------------|------------|----------------------------|--|
| | | | Montant global | Dont remboursement | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices |
| PROJET 1 | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 10000 | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL PROJET 1 | 10000 | | | | | | |
| PROJET 2 | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL PROJET 2 | | | | | | | |
| PROJET 3 | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL PROJET 3 | | | | | | | |

TABLEAU DES SUBVENTIONS

| | Montant brut |
|--|----------------|
| SUBVENTION | |
| Ville de Marseille | 35 000 |
| Conseil Départemental 13 | 12 000 |
| Conseil régional PACA | 25 000 |
| Drac Paca | 80 000 |
| Commune de Saint Etienne Sous Bailleul | 150 |
| Département de l'Eure | 2 000 |
| Adami | 4 093 |
| Aides à l'emploi | 12 328 |
| | |
| SOLDE DE LA RUBRIQUE | 170 571 |
| | |

IMMOBILISATIONS

| | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations | | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice | Réévaluation légale |
|---|---|---------------|--------------|----------------------------------|--------------------------------------|---|--|
| | | Réévaluation | Acquisitions | Virements de poste à poste | Cessions et mises hors service | | Valeur d'origine en fin d'exercice |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 359 | | | | | 359 | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I) | 359 | | | | | 359 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Installations générales, agenc- des construction | | | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage ind | 21 276 | | | | | 21 276 | |
| Installations générales, agencements divers | 5 252 | | | | | 5 252 | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 39 842 | | | | | 39 842 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II) | 66 370 | | | | | 66 370 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 2 600 | | | | | 2 600 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III) | 2 600 | | | | | 2 600 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 69 329 | | | | | 69 329 | |

AMORTISSEMENTS

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Situations et mouvements de l'exercice | | | |
|--|---|-------------------------|---|---|
| | Montant des amortissements au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 78 | 72 | | 150 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I) | 78 | 72 | | 150 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| Inst. techniques, matériel et outillage industriel | 17 786 | 2 331 | | 20 117 |
| Inst. générales, agencements, aménagements divers | 5 252 | | | 5 252 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 34 056 | 3 180 | | 37 236 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II) | 57 094 | 5 511 | | 62 605 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II) | 57 172 | 5 583 | | 62 755 |

| CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES | Situations et mouvements de l'exercice | | | |
|--|--|---------------|-------------|------------------------------------|
| | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant net à la fin de l'exercice |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES | | | | |

DÉPRÉCIATIONS

| | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|--|--|---------------|-------------|---|
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations corporelles | | | | |
| Dépréciation sur titres mis en équivalence | | | | |
| Dépréciation sur titres de placement | | | | |
| Dépréciation sur immobilisations financières | | | | |
| Dépréciation sur stocks et en cours | | | | |
| Dépréciation sur comptes clients | | | | |
| Autres provisions pour dépréciations | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |
| | | | | |

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

| Créances | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an |
|--|--------------|--------------------------|-------------------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 2600 | | 2600 |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | 10923 | 10923 | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 92 | 92 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 68 | 68 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 8704 | 8704 | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques | 15000 | 15000 | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | 6257 | 6257 | |
| Charges constatées d'avance | 152 | 152 | |
| TOTAL DES CRÉANCES | 43796 | 41196 | 2600 |

PROVISIONS

| | Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant cumulé à la clôture de l'exercice |
|---|--|---------------|-------------|---|
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | |
| Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissements | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92) | | | | |
| Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92) | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pertes et charges | | | | |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour grosses réparations | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

| Dettes | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus | Échéance à plus de 5 ans |
|---|---------------|--------------------------|--|--------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 6 598 | 6 598 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 92 | 92 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 11 597 | 11 597 | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 1 298 | 1 298 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 2 800 | 2 800 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 671 | 671 | | |
| Dette représentative de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 5 000 | 5 000 | | |
| TOTAL DETTES | 28 055 | 28 055 | | |
| | | | | |

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

| | Montants |
|--|------------|
| Charges d'exploitation | 152 |
| Charges financières | |
| Charges exceptionnelles | |
| TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 152 |
| | |

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

| | Montants |
|--|--------------|
| Produits d'exploitation | 5 000 |
| Produits financiers | |
| Produits exceptionnels | |
| TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 5 000 |
| | |

CHARGES À PAYER

| | Montants |
|--|----------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | |
| Dettes fiscales et sociales | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| TOTAL CHARGES À PAYER | |
| | |

PRODUITS À RECEVOIR

| | Montants |
|--|----------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | |
| Autres créances | 6 257 |
| Disponibilités | |
| TOTAL PRODUITS À RECEVOIR | 6 257 |
| | |

Christine ROMANI
Commissaire aux Comptes
Inscrit près la cour d'appel d'Aix-en-Provence
Siren : 479 461 675
Code APE : 6920Z

94, Avenue du Prado
Le Murillo
13 008 Marseille

Tél : 06 12 77 49 43 / 04 91 55 53 85
E-mail : christine.romani@wanadoo.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Association Ex Nihilo

225, Avenue Ibrahim Ali
13015 Marseille

Siret : 393 916 473 00068 Code APE : 9001Z

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de l'Association Ex Nihilo, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées pour **l'exercice 2023**.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai effectué mes travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

Je vous informe, que pour l'exercice considéré, il ne m'a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L.612-6 du Code de Commerce. Je souligne que les conventions conclues à des conditions normales et qui ne sont significatives pour aucune des parties ne sont pas à retenir.

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et se poursuivant durant l'exercice

Je vous informe, que pour l'exercice considéré, il ne m'a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L.612-6 du Code de Commerce. Je souligne que les conventions conclues à des conditions normales et qui ne sont significatives pour aucune des parties ne sont pas à retenir.

Marseille, le 24 mai 2024

Christine ROMANI
Commissaire aux comptes

